

**Commentaires présentés à la Commission
des finances publiques**

**Projet de loi 126 : Loi favorisant la santé
financière et la pérennité du régime de
retraite du personnel d'encadrement et
modifiant diverses dispositions législatives**

**Par l'association des retraitées et retraités
de l'éducation et des autres services
publics du Québec (AREQ-CSQ)**

Février 2017

Coordonnées

Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ-CSQ)

320, rue St-Joseph Est, bureau 100

Québec (Québec) G1K 9E7

418 525-0611

1 800 663-2408

Courriel : info@areq.lacsq.org

Site Internet : www.areq.lacsq.org

Présentation de l'AREQ

L'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ-CSQ), représente plus de 58 000 membres dont la moyenne d'âge est de 68 ans. L'AREQ constitue la plus importante association de personnes retraitées de l'État. Ses membres sont pensionnés du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), mais aussi du Régime de retraite des enseignants (RRE), du Régime de retraite de certains enseignants (RRCE), du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) et du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE).

L'AREQ a été fondée en 1961 par Mme Laure Gaudreault, militante du milieu de l'enseignement. Son principal objectif était de rehausser le revenu du personnel enseignant retraité qui vivait alors dans une extrême pauvreté. Depuis, l'Association a élargi sa mission. Elle consacre ses énergies à promouvoir et à défendre les intérêts et les droits culturels, sociaux et économiques de ses membres et des personnes âgées afin de contribuer à la réalisation d'une société égalitaire, démocratique, solidaire et pacifiste. De plus, l'AREQ intègre dans sa mission le principe de l'égalité de droit et de fait entre les femmes et les hommes.

L'Association œuvre essentiellement au Québec par ses structures nationale, régionale et sectorielle, qui lui permettent d'être présente dans toutes les régions et les municipalités du Québec. Elle regroupe, sur une base volontaire, des personnes retraitées de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et de ses syndicats affiliés. Au sein de l'AREQ, on compte dix régions regroupant 88 secteurs qui se sont dotés de nombreux comités de travail touchant une multitude de sujets tels que les soins de santé, l'hébergement des personnes âgées, l'âgisme, les régimes de retraite, le pouvoir d'achat des personnes âgées et l'environnement.

Président : Pierre-Paul Côté

Responsable politique: Lise Lapointe

Direction : Lise Legault, directrice générale

Recherche, analyse et rédaction : Johanne Freire, conseillère

Édition et révision : Lucie Archambault et Nathalie Dion, secrétaires

Des associations de retraités consultées

En novembre 2016, dans le cadre de la consultation sur le renouvellement des conditions de travail des travailleurs du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), le gouvernement a présenté une proposition concernant leur régime de retraite. Dans la démarche, des associations représentant des cadres salariés et des cadres retraités ont été consultées.

Une rencontre entre le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) et des associations de retraités a eu lieu le 9 novembre 2016 durant laquelle une première proposition gouvernementale à l'égard du RRPE a été déposée.

L'AREQ a participé à trois rencontres subséquentes sur le sujet, soit le 17 novembre, le 1^{er} décembre et le 14 décembre 2016, dont l'objectif était d'échanger entre les associations et avec les représentants gouvernementaux sur les modifications proposées à l'égard du RRPE. Nous aimerions porter à l'attention des membres de la Commission que dès le départ, l'AREQ a manifesté son désaccord envers les mesures proposées et l'a signifié aux autres associations de retraités concernées.

C'est au terme de ces rencontres qu'une entente de principe a été conclue le 14 décembre 2016. L'AREQ n'était pas partie prenante de cette entente. Une lettre signifiant notre opposition aux mesures proposées a été envoyée au SCT le 15 décembre 2016.

L'AREQ s'oppose

Par le dépôt de ce document, l'AREQ réitère son opposition envers les mesures proposées à l'égard du RRPE et rejette du même coup toute attaque à l'égard de l'indexation des rentes de retraite. Nous joignons à ce document une copie de la lettre signifiant la position de l'AREQ à l'égard de la proposition gouvernementale sur le RRPE. Elle a été envoyée à Mme Isabelle Marcotte, directrice à la direction des régimes collectifs du SCT, le 15 décembre 2016.

En effet, l'AREQ qui milite activement depuis plusieurs années à contrer la perte de pouvoir d'achat de ses membres découlant notamment de la désindexation de la rente de retraite pour les années de services comprises entre 1982 et 2000 ne pouvait approuver les mesures proposées dans l'entente, en particulier la suspension de l'indexation, et ce, quelle que soit la durée de cette suspension.

La lutte contre la perte du pouvoir d'achat chez les personnes âgées est une priorité pour l'AREQ et le dossier de l'indexation demeure une préoccupation importante. Les mesures proposées dans l'entente concernant le RRPE sont à l'encontre des efforts que l'Association mène depuis plusieurs années et auront inévitablement des effets durables sur la condition financière des personnes retraitées du RRPE. Il s'agit donc d'une solution néfaste et permanente à un problème qui est présenté comme provisoire.

En conséquence, nous ne pouvons l'endosser.



Québec, le 15 décembre 2016

Madame Isabelle Marcotte
Directrice
Direction des régimes collectifs
Secrétariat du Conseil du trésor
875 Grande Allée Est, 2^e étage, secteur 400
Québec (Québec) G1R 5R8

Objet : Position de l'AREQ (CSQ) à l'égard de la proposition gouvernementale sur le RRPE

Madame,

L'AREQ (CSQ), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec compte plus de 58 000 membres, ce qui en fait la plus importante association de personnes retraitées de l'État. Elle milite activement depuis plusieurs années pour contrer la perte de pouvoir d'achat de ses membres, qui découle notamment de la désindexation de leur rente pour les années de services comprises entre 1982 et 2000.

Près de 150 membres de l'AREQ sont prestataires d'une rente de retraite du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et sont directement visés par certaines des mesures présentées dans la proposition gouvernementale à l'égard de ce régime de retraite.

Nous tenons à vous informer que le conseil d'administration de l'AREQ (CSQ) est en désaccord avec les mesures que prévoit le gouvernement, notamment celle à l'égard de la suspension de l'indexation de la rente, et ce, quelle que soit la durée de cette suspension. Par conséquent, l'AREQ (CSQ) rejette la proposition que le gouvernement a déposée le 14 décembre 2016 à l'égard du RRPE.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Pierre-Paul Côté
Président

